

## AVIS D'EXPERT SUR LE PROGRAMME ESPACE

### Education, Sensibilisation et Prévention Alcool au Collège avec l'appui de l'Environnement

#### **Pr Daniel Bailly**

#### **Pédopsychiatre et professeur de psychiatrie à l'Université d'Aix-Marseille**

Très impliqué sur la question des troubles de l'adolescent, le Professeur Bailly a publié à ce jour plus de quinze ouvrages, dont le dernier en 2009, "Alcool, drogues chez les jeunes : Agissons" aux éditions Odile Jacob. Ses ouvrages abordent non seulement la question des addictions mais également des troubles affectifs et des changements liés à l'adolescence. Le Professeur Bailly participe régulièrement à la publication d'articles dans des revues scientifiques françaises et internationales.

**Le programme ESPACE, programme de prévention expérimental, original et inédit en France, soulève un certain nombre de questions, tant au niveau des conditions qui ont présidé à son élaboration et à sa réalisation qu'au niveau de l'évaluation de son impact. A ce titre, comme tout « bon » programme expérimental, il apporte des éléments d'information pertinents et utiles à partir desquels une réflexion sur la mise en place de telles actions peut être menée.**

#### **Sur l'évaluation des résultats**

Les objectifs annoncés du programme étaient « de faire reculer l'âge de la consommation régulière et de prévenir les comportements de recherche d'ivresse chez les jeunes ». Si l'on s'en tient aux résultats tels qu'ils sont présentés, on pourrait dire, en première analyse, que ces objectifs ne sont pas atteints. Plusieurs facteurs, d'ordre méthodologique, amènent cependant à nuancer ce constat.

Toutes les études montrent que durant l'adolescence, la consommation d'alcool et la fréquence des ivresses augmentent régulièrement avec l'âge. Il en est de même pour le tabac et le cannabis. Parallèlement, les comportements de consommation « abusive » se marquent avec l'âge pour devenir manifestes à partir de 15 ans environ. Aussi, convient-il de tenir compte de l'évolution développementale des comportements de consommation et de la méthode utilisée pour évaluer leur progression dans l'interprétation des résultats. Compte tenu de la fréquence de la consommation d'alcool observée dès l'inclusion des élèves dans l'expérimentation et de la nature des critères retenus pour évaluer sa progression, on peut légitimement penser que les résultats obtenus sur l'ensemble de la population, tant dans le groupe « programme » que dans le groupe « témoin », reflètent plus l'évolution développementale des comportements de consommation et que les critères retenus n'étaient pas assez discriminants pour mettre en évidence, à l'âge des élèves lors de l'évaluation finale, des différences statistiquement significatives entre les deux groupes. Certaines études montrent que l'impact des programmes basés sur les compétences psychosociales varie en fonction du niveau initial de consommation des sujets auxquels ils s'adressent. Au vu des remarques d'ordre méthodologique ci-dessus faites, peut-être aurait-il été plus pertinent d'évaluer l'impact du programme sur des populations sélectionnées en fonction de leur niveau de consommation avant leur inclusion dans l'expérimentation. A ce titre, l'étude portant sur l'ensemble de la population incluse dans l'expérimentation avant la mise en place du programme montre que les attitudes et les comportements en matière de consommation se dessinent tôt, durant l'enfance. Cette donnée, comme le soulignent de nombreux autres travaux, confirme l'intérêt et la nécessité d'intervenir précocement, dès l'école primaire, ce qui, pour des raisons de faisabilité liées au caractère expérimental du programme, n'a pu ici être fait.

En dépit des résultats obtenus sur l'ensemble de la population, dire que le programme n'a eu aucun impact serait réducteur et abusif dans la mesure aussi où l'analyse des résultats montre des différences statistiquement significatives, tant au niveau des comportements de consommation qu'au niveau des représentations de l'alcool, en fonction du degré d'adhésion des élèves au programme. Ces résultats corroborent ceux d'autres études qui soulignent l'importance de l'implication des élèves dans la réussite de tels programmes. La question qui en résulte est : quels sont les facteurs qui influencent cette adhésion ? Toutes les études montrent que les enfants et les adolescents « à risque » échappent le plus souvent à ces programmes. On peut donc penser que le profil psychosocial des élèves tel que mis en évidence avant l'inclusion dans le programme a joué un rôle. Sur ce point, l'analyse des résultats montre effectivement des différences statistiquement significatives entre les élèves ayant adhéré au programme et ceux qui n'y ont pas adhéré. Ces différences recoupent en partie les données obtenues dans l'étude portant sur l'ensemble de la population incluse dans l'expérimentation avant la mise en place du programme sur le profil psychosocial des élèves « à risque ». On peut donc légitimement penser que des facteurs propres aux élèves sont intervenus pour influencer leur adhésion ou leur non-adhésion au programme. Il est cependant impossible de faire abstraction des résultats qui montrent des différences considérables dans le pourcentage des élèves adhérents en fonction des établissements scolaires. C'est ce qu'on appelle un « effet centre ». L'importance de cet « effet centre » montre clairement que des facteurs environnementaux ont également joué un rôle dans l'adhésion ou la non-adhésion des élèves au programme.

**Enfin, toutes les études montrent que les programmes basés sur les compétences psychosociales ont un impact non seulement sur les comportements de consommation mais aussi sur la violence, les conduites antisociales, l'absentéisme scolaire et les performances académiques. A ce titre, il aurait été intéressant d'évaluer aussi l'impact du programme sur ces critères.**

#### **Sur l'implantation du programme dans les établissements scolaires**

Un constat s'impose : l'analyse des résultats montre des différences considérables dans le pourcentage des élèves ayant adhéré au programme en fonction des établissements scolaires. Pourquoi de telles différences ? Seuls l'étude qualitative réalisée lors de l'évaluation finale et le contenu des débats qui ont présidé aux comités de pilotage peuvent apporter des éléments de réponse à cette question.

Certains établissements scolaires ont mis en avant des obstacles « pratiques » à la réalisation du programme. Les sessions d'entraînement aux compétences psychosociales venant s'ajouter à un programme scolaire déjà surchargé, des problèmes d'organisation liés à l'emploi du temps des élèves et des enseignants intervenants se sont posés. Ainsi, certaines sessions ont-elles été réalisées à des horaires probablement inadéquats pour favoriser l'intérêt et la motivation des élèves. D'autres problèmes ont également été soulevés, concernant notamment le nombre d'intervenants disponibles et l'effectif des classes concernées, amenant de ce fait à s'interroger sur le rapport intervenants / élèves le plus approprié pour favoriser la participation active de tous les élèves à ces sessions. Toutes ces remarques méritent réflexion. Elles montrent que tant que l'éducation à la santé, telle qu'envisagée dans le programme, ne sera pas intégrée dans le projet d'établissement, des difficultés persisteront qui amoindriront sa portée. Elles montrent qu'un tel programme ne peut réussir sans l'adhésion et l'implication de tous les acteurs de l'établissement.

Toutes les études soulignent aussi l'importance des compétences des intervenants dans la réussite de tels programmes. Plus que les compétences « techniques », ce sont surtout les compétences « personnelles » qui importent ici. La réalisation des sessions d'entraînement aux compétences psychosociales nécessite la participation active des intervenants, elle impose que les intervenants s'impliquent personnellement dans les différents thèmes abordés. Les intervenants ayant en charge ces sessions ont été « recrutés » sur la base du volontariat. Mais « être volontaire » ne suffit pas. Ainsi, est-il apparu au fil des échanges que certains avaient peur d'être démunis face aux questions et aux réactions des élèves. La manière dont les intervenants se sont appropriés les sessions, l'aisance avec laquelle ils ont pu les mettre en œuvre, ont sans aucun doute aussi influencé l'adhésion ou la non-adhésion des élèves au programme. En plus de la formation initiale des intervenants, peut-être aurait-il été souhaitable de mettre en place des séances régulières de supervision afin de les soutenir tout au long du programme.

### **Sur l'implication des parents dans le programme**

Toutes les études montrent que pour être efficaces de tels programmes nécessitent la collaboration active des parents. Sur ce point, force est de constater que le programme est un échec. L'étude qualitative réalisée lors de l'évaluation finale montre cependant que l'attitude des parents à l'égard du programme a été plus contrastée qu'il n'y paraît au premier abord. Si la plupart des parents ayant répondu au questionnaire se disent satisfaits du programme et favorables à sa généralisation, rares sont ceux qui se sont sentis concernés par les différentes actions (journal, réunions, site internet) mises en place à leur destination. Pourquoi un tel écart ?

Un des éléments de réponse tient sans aucun doute dans le clivage historique et culturel existant dans notre pays entre l'école et les parents. Ce qui se passe à l'école ne regarde pas les parents, et l'école n'est pas concernée par ce qui se passe à la maison. Cela peut paraître caricatural, mais les divers échanges qui ont présidé tant au niveau des comités de pilotage qu'au niveau des réunions de parents montrent qu'on n'est là pas loin de la vérité. Ainsi a-t-on pu entendre que les parents ne s'impliquaient pas dans la vie de l'école parce qu'ils faisaient entièrement (aveuglément ?) confiance aux enseignants. Quant à l'implication des enseignants dans la vie personnelle de leurs élèves, certains n'en envisagent même pas la possibilité. Les élèves eux-mêmes ne s'y trompent pas. Les enquêtes PISA montrent régulièrement que si la plupart des collégiens français jugent leurs enseignants particulièrement concernés par leur réussite scolaire, ils sont beaucoup moins nombreux à penser que les enseignants s'intéressent à leur bien-être. Il est clair que dans un tel contexte, obtenir d'emblée une collaboration active entre parents et enseignants est difficile.

Un autre élément de réponse tient aussi sans aucun doute dans la manière dont a été envisagée la participation des parents au programme. Certes, les associations de parents ont été sollicitées pour les informer et recueillir leur avis sur le contenu et les modalités du programme. Mais peut-être aurait-il été judicieux aussi de s'appuyer, dans chacun des établissements concernés, sur des parents volontaires et motivés et de les faire participer en tant que membres à part entière au comité de pilotage.

Quelles qu'en soient les raisons, le constat du manque d'implication des parents dans le programme impose une réflexion sur les stratégies à mettre en œuvre pour obtenir leur collaboration active et nécessaire à la réalisation de telles actions.

**Au total, au-delà des résultats chiffrés, l'expérience du programme ESPACE a montré, si besoin encore était, que la prévention et l'éducation à la santé ne s'imposent pas, qu'elles ne s'improvisent pas.** Elle a montré, si besoin encore était, que la réalisation de tels programmes nécessite que l'école accepte de ne plus être uniquement le lieu des apprentissages académiques pour devenir aussi le lieu d'un « apprentissage de la vie ». Ce qui implique un changement de mentalités et d'attitudes dans l'appréhension des stratégies éducatives à mettre en place. A ce titre, on peut dire que l'expérience du programme ESPACE a indéniablement eu un impact favorable, comme en témoignent les actions entreprises depuis dans l'Académie de Limoges par certains des intervenants pour proposer aux acteurs de l'éducation une formation continue centrée sur l'estime de soi et les compétences psychosociales.